

GOUVERNANCE

LE
FORUM

H₂O

mercredi

jeudi

vendredi

18

19

20

avril

Le forum en quelques chiffres

Très grosse affluence, plus de 300 personnes le premier jour, 200 personnes dans les ateliers.

3 tables rondes de très grande qualité avec nos experts de Polynésie, de France, d'Israël, d'Australie

4 thématiques d'ateliers :

- Eau pour la santé de tous
- Eau source de richesse
- Eau ressource menacée, milieu fragile
- De l'eau, des espaces, et des hommes

32 ateliers d'excellent niveau ont porté sur les résultats attendus d'une politique de l'eau à écrire et sur ses prérequis

Une moyenne de 200 personnes par thématiques

218 fiches de résultats attendus ont été produites, C'EST UNE PRODUCTION CONSIDÉRABLE

92% des fiches évoquent les nécessaires progrès de gouvernance

Toutes insistent sur la nécessaire inter-institutionnalité de la gouvernance qui apparaît comme une vraie demande des congressistes

10% soit 26 fiches posent l'évolution de la gouvernance comme résultat attendus.

Les attentes

Pour cela il nous faut agir à tous les stades du cycle de l'eau, je vous en donne des exemples :

- Améliorer notre connaissance des besoins, des ressources, de notre milieu, gérer, consolider nos données
- Protéger, sanctuariser nos captages, améliorer nos stockages, considérer de manière stratégique notre ressource
- Généraliser le traitement de l'eau
- Améliorer drastiquement nos réseaux de distribution
- Elaborer un plan complet pour l'eau agricole intégrant infrastructures, évolution des pratiques et vocation des espaces
- Renforcer notre législation sur les rejets et l'assainissement
- Renforcer nos capacités de contrôle de cette législation
- Faire évoluer nos comportements vis à vis de l'eau notre utilisation de l'eau potable
- Mettre en place une vraie politique d'aménagement pour l'eau et en fonction de l'eau



Les enjeux de la gouvernance

- **Connaître** (le milieu, la ressource) pour comprendre, pour gérer et pour anticiper
- **Connaître les coûts** directs et globaux, les rationaliser, **chiffrer** les besoins, **planifier**
- **Mobiliser les moyens humains** : organiser et mutualiser, développer compétences et expertises et les affecter en fonction des priorités
- **Mobiliser des financements**
- **Poser un cadre juridique** adapté et cohérent
- **Accompagner les acteurs** en phase de réalisation (communes, structures locales de gestion)
- **Améliorer les résiliences** aux crises et menaces
- **Coordonner** les politiques, s'assurer de leur cohérence
- **Contrôler** l'application des textes et des politiques
- **Évaluer** les politiques

LE
FORUM

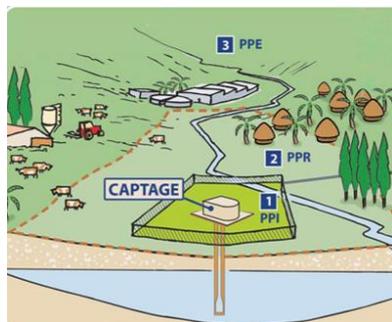


LES DÉFIS

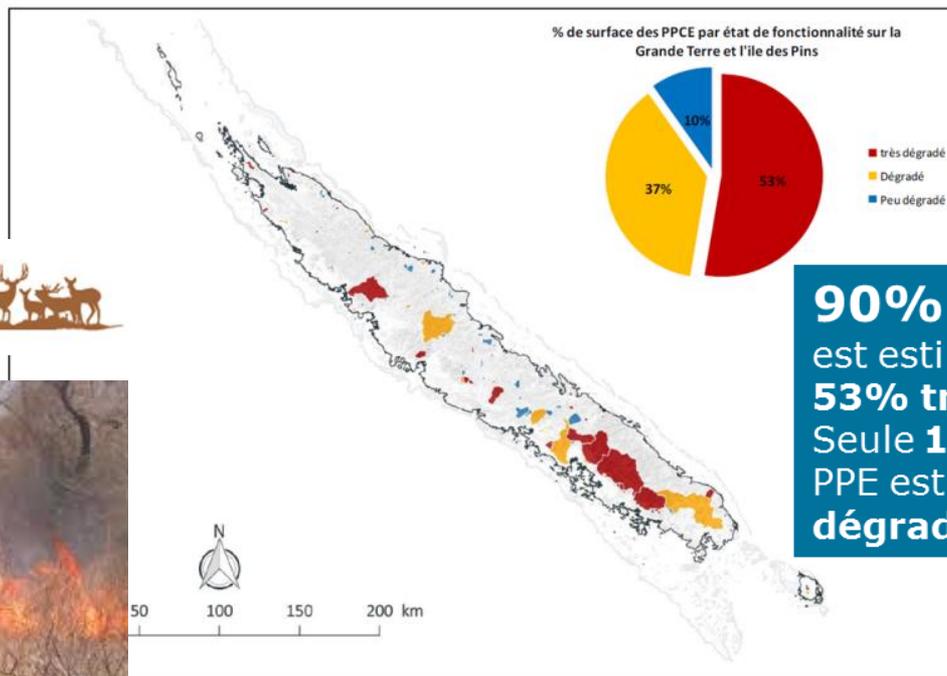
DE L'EAU POUR COUVRIR LES BESOINS DE LA POPULATION

AEP : 80 millions de m³ par an

Nouvelle-Calédonie
 En litres/jour/personne
 Mont-Dore, Dumbéa : 230 à 290
 Nouméa, Païta : 300
 Koumac, VKP, La Foa : 350 à 360
 Boulouparis : 690



MAIS UNE RESSOURCE MENACEE



90% de la surface des PPE est estimée **dégradée** dont **53% très dégradée**
 Seule **10%** de la surface des PPE est considérée **peu dégradée**.





DE L'EAU POUR CRÉER DE LA RICHESSE

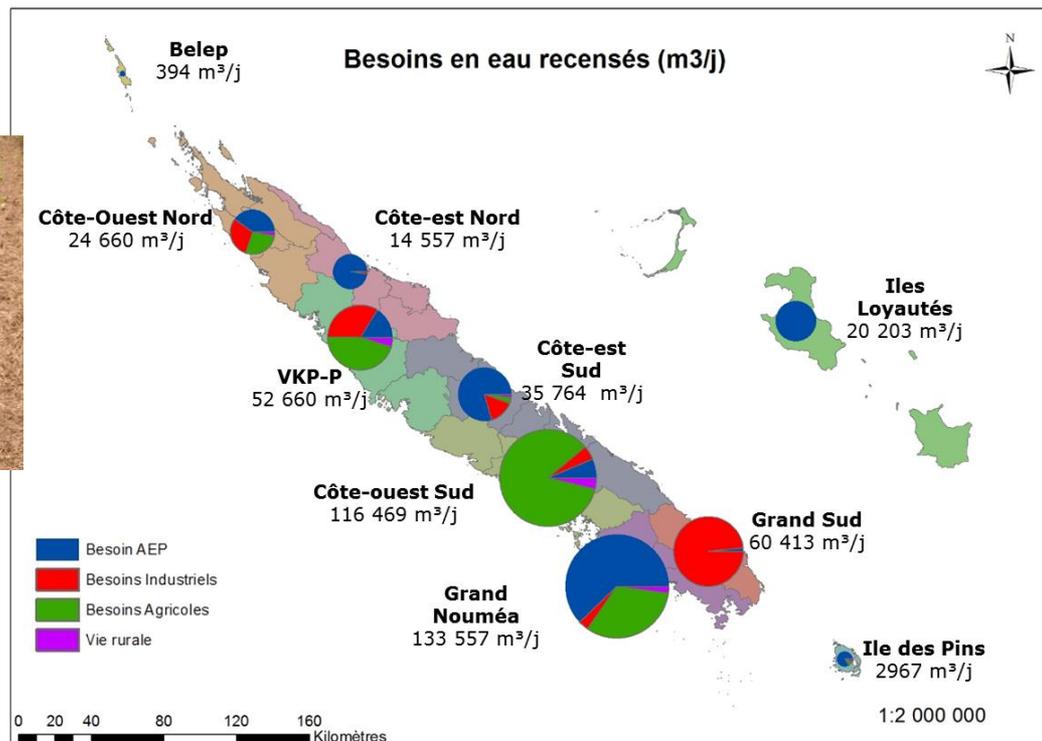
Agriculture : 70 millions de m³ par an

Industrie : 55 millions de m³ par an

DÉVELOPPER L'AGRICULTURE POUR AMÉLIORER LE TAUX DE COUVERTURE ALIMENTAIRE



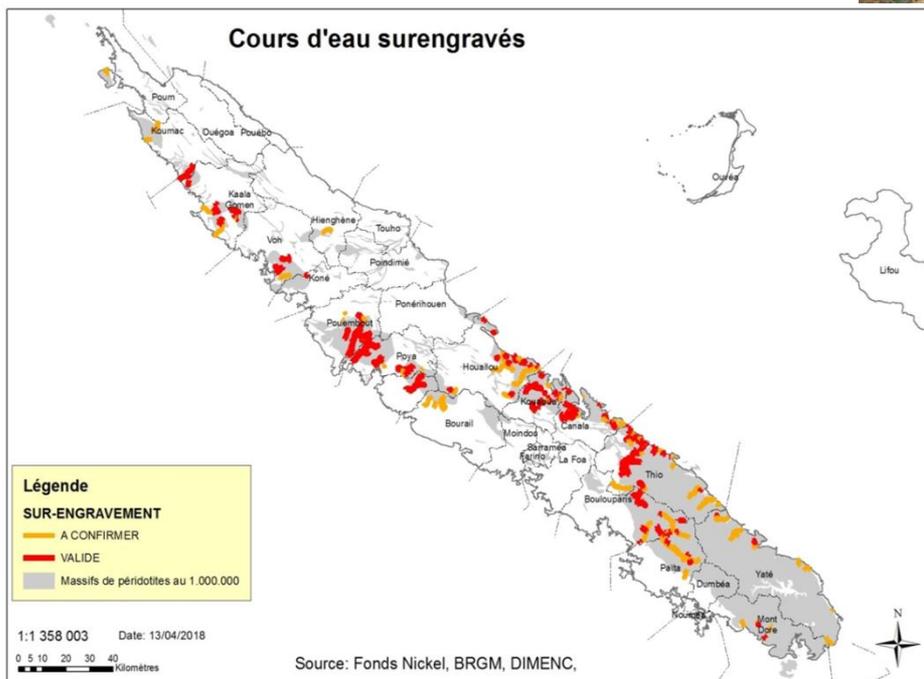
RÉPONDRE AUX BESOINS DE L'INDUSTRIE ET DE LA MINE



CONCILIER LES USAGES



PRESERVER L'EAU ET LES MILIEUX AQUATIQUES



QUELQUES CHIFFRES POUR DÉMARRER LA REFLEXION...

Sur **413 captages en Nouvelle Calédonie**,

seuls **54% ont des périmètres de protection.**

24% des zones de captage sont **sur des zones minières.**

33% des zones de captage **sont vulnérables.**

2/3 des communes ont des captages ou forage **non contrôlés qualité.**

31% des captages ne sont **pas traités.**

Plus de 7 ménages sur 100

n'ont **pas accès à l'eau.**

Plus de 200 cours d'eau sur plus de 600 kilomètres
sont **sur-engravés**

Il y a **19 000 bâtis sur zone inondable** en Nouvelle-Calédonie.

Aucune rivière d'eau douce dans lesquelles on se baigne **n'est régulièrement contrôlée.**

Seuls **40% des foyers Nouméens** sont raccordés au réseau d'assainissement collectif.

Les autres sont en assainissement individuels, mais il n'existe **pas de norme** sur l'assainissement individuel dans 2 provinces sur 3.

En Israel, **93% des foyers sont raccordés assainissement** et **66% de l'eau distribuée chaque jour est recyclée.**

Si on appliquait **ce chiffre en Calédonie**,
on arroserait 92 Golfs de DEVA...

Sur **82 millions de mètres cubes produits**

seuls 50 millions sont consommés, les autres partent dans les fuites de réseau.

QUELQUES CHIFFRES POUR DÉMARRER LA REFLEXION... (2)

96 millions de litre d'eau peuvent passer chaque jour dans toutes les conditions dans le grand tuyau pour abreuver Nouméa et le grand Nouméa,

Le grand tuyau fait 46 km

400 km... c'est le nombre de kilomètres de canalisation d'eau à Nouméa

4,5 milliards, c'est le prix du barrages de VKP pour abreuver **55 000 personnes** et irriguer **4 500 hectares...**

500 à 4000 mm par an... ce sont les quantités de pluie qu'il tombe en Nouvelle-Calédonie.

200 000 hectares irrigués... en Israel sur un territoire qui ne fait que 10% de surface de plus que le nôtre

Marché des droits de l'eau... l'un des plus avancés est en Australie

16% c'est le taux de fuites des réseaux d'eaux urbaines en Australie.

OUF... 65% de la population habite dans le grand NOUMEA... où le service de l'eau est de bonne qualité...

120 barrages de Pouembout, ce sont les investissements que vont réaliser les Israéliens pour l'eau dans les 20 prochaines années.

230 Millions... c'est ce que verse l'APICAN chaque année pour lutter contre les feux...

262 Millions... c'est ce que verse chaque année l'APICAN pour les calamités agricoles

179 Millions... c'est ce que verse chaque année l'APICAN pour les ouvrages d'eau..



QUELS SONT LES USAGES DE L'EAU EN NOUVELLE CALÉDONIE

Usage	Ordres de grandeur de prélèvement autorisés
AEP, eau potable	200 000 m ³ /j
Agriculture	178 000 m ³ /j
Mines et industrie	150 000 m ³ /j
Energie (eau turbinée)	2 700 000 m ³ /j
Industrie Agro Alimentaire	NC
Tourisme	NC

Constat :

- Les données chiffrées sont éclatées entre les différents acteurs de l'eau
- Les valeurs d'eau prélevée ou consommée sont difficilement connues

 LA PPAP et VKP les objectifs?

Multiplier par 2 la production bovine... et donc multiplier les pâturages améliorés et sans doute irrigués ou cultiver du foin



Multiplier par 3 la production céréalière



Multiplier par 3 la production fruitière

Multiplier par 2 la production de légumes



Multiplier par 8 la surface cultivée à VKP

Revient peu ou prou à cultiver près de

10 000 hectares soit

20 à 30 millions de m³ d'eau agricole

30% d'augmentation des besoins agricoles



LE
FORUM



Vos réactions ?



GOUVERNANCE DE L'EAU

Situation actuelle



LES ACTEURS DE LA GOUVERNANCE DE L'EAU

- **Les autorités de décision** : Nouvelle-Calédonie, Provinces, Communes, Autorités coutumières
- **Les services** instructeurs
- **Les établissements publics**
- **Les professionnels**
- **Les milieux associatifs**
- **L'État**



EXERCICE DES COMPÉTENCES DANS LE DOMAINE DE L'EAU

Nouvelle-Calédonie

- **Prévision météorologique (Météo France NC)**
- **Connaissance de la ressource en eau (DAVAR)**
- **Hygiène publique et santé (DASS)**
- **Gestion du domaine public fluvial (DPF) hors terres coutumières (DAVAR) - Possibilité de déléguer la gestion de l'eau aux provinces**
- **Appui à la gestion de l'eau sur terres coutumières (DGRAC, DAVAR)**
- **Périmètres de protection des eaux (DAVAR – DASS)**
- **Lutte contre les feux (DSCGR)**
- **Prévention des risques naturels majeurs** notamment liés à l'eau (DSCGR, DAVAR, DIMENC)

Provinces

- **Environnement, ICPE , milieux aquatiques, pêche (DENV, DDEE, DDRA)**
- **Gestion déléguée des cours d'eau (prélèvements d'eau superficielle et souterraine ; entretien du lit des cours d'eau , protection des berges, extraction de matériaux) – DDR, DAF**
- *Non délégués : ouvrages de franchissement, ouvrages hydrauliques et les barrages hydroélectriques.*
- **Aménagement du territoire, planification, urbanisme (DAF, DFA, DEPS)**



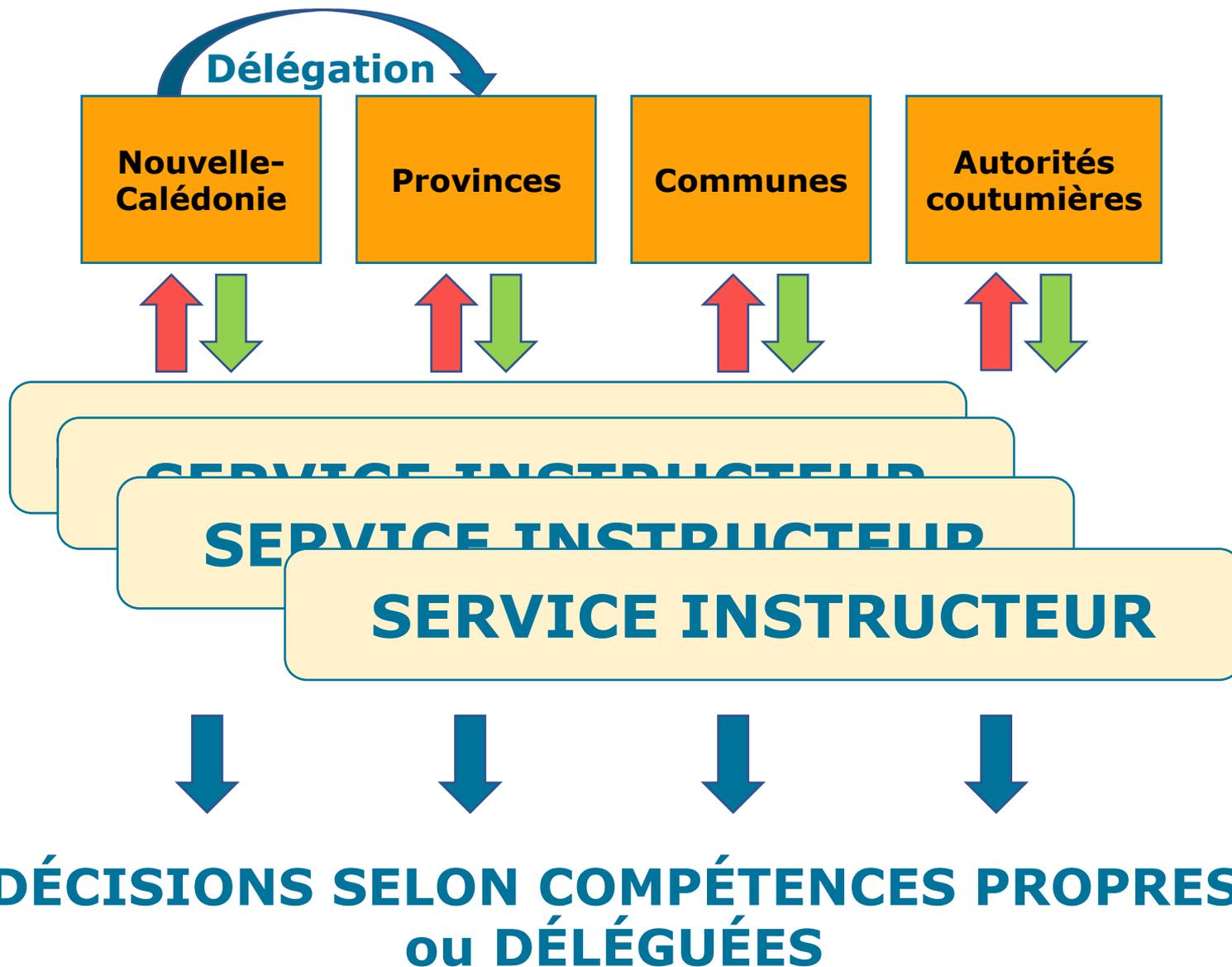
EXERCICE DES COMPÉTENCES DANS LE DOMAINE DE L'EAU

Communes

- **Protection de la population**
 - **Salubrité publique, lutte contre pollutions,**
 - **Adduction d'eau potable (AEP)**
 - **Assainissement**
 - **Urbanisme, aménagement du cadre communal**
- **Deux associations AFM, AMNC**

Autorités coutumières

- **Gestion des espaces coutumiers**
- **Gestion de l'eau sur terres coutumières**



LE
FORUM



Vos réactions ?

LE
FORUM



GOUVERNANCE DE L'EAU

Quelques situations



Le cas de l'Australie

- Une organisation fédérale à 3 étages (Fédération, Etats, Autorités locales)
- « Plan » National « Water Act », fixe les objectifs, cadre le fonctionnement du marché pour l'eau économique, un statut « patrimoine national mais bien marchand »
- Un marché de l'eau du surplus AEP et Milieu régulé par la loi du marché offre/demande (conseil locaux de gestion de l'eau)
- La question environnementale



Le cas d'Israël

- Eau = enjeu stratégique ; bien public, sous le contrôle de l'État ; plan national « Water Master Plan », un prix homogène à l'échelle du pays
- État : fixe les prix homogènes à l'échelle du pays en fonction de sa stratégie, définit les règles de répartition selon usages
- Une compagnie semi-publique de gestion des eaux (Mekorot) gère investissement et fonctionnement sur un budget équilibré par un prix de l'eau



Le cas de la Polynésie française

- Le défi de l'insularité,
- Statut de l'eau « domaine public »
- Gestion intégrée de l'eau = enjeu de développement durable => Plan sectoriel Pays Élaboration participative d'un plan sectoriel de l'eau avec plan d'action (sur 5 ans) avec appui de fonds européens ,3 axes dont majoritairement un partenariat fort entre les communes et le Pays pour renforcer l'efficacité des services publics de gestion de l'eau (60%);
- Pays : compétence globale (sanitaire, domaine public, protection des milieux)
- 48 communes : AEP, Assainissement

Le cas de la France métropolitaine

- Une politique nationale qui s'inscrit dans un cadre européen de développement durable
- Statut « patrimoine commun », Principe « Pollueur-Payeur » = Redevance sur les usages,
- Une mise en œuvre par grands bassins versants, avec des objectifs de gestion intégrée de l'eau : comités de bassin et agences de l'eau
- Une déclinaison territoriale selon logique hydrographique

LE
FORUM

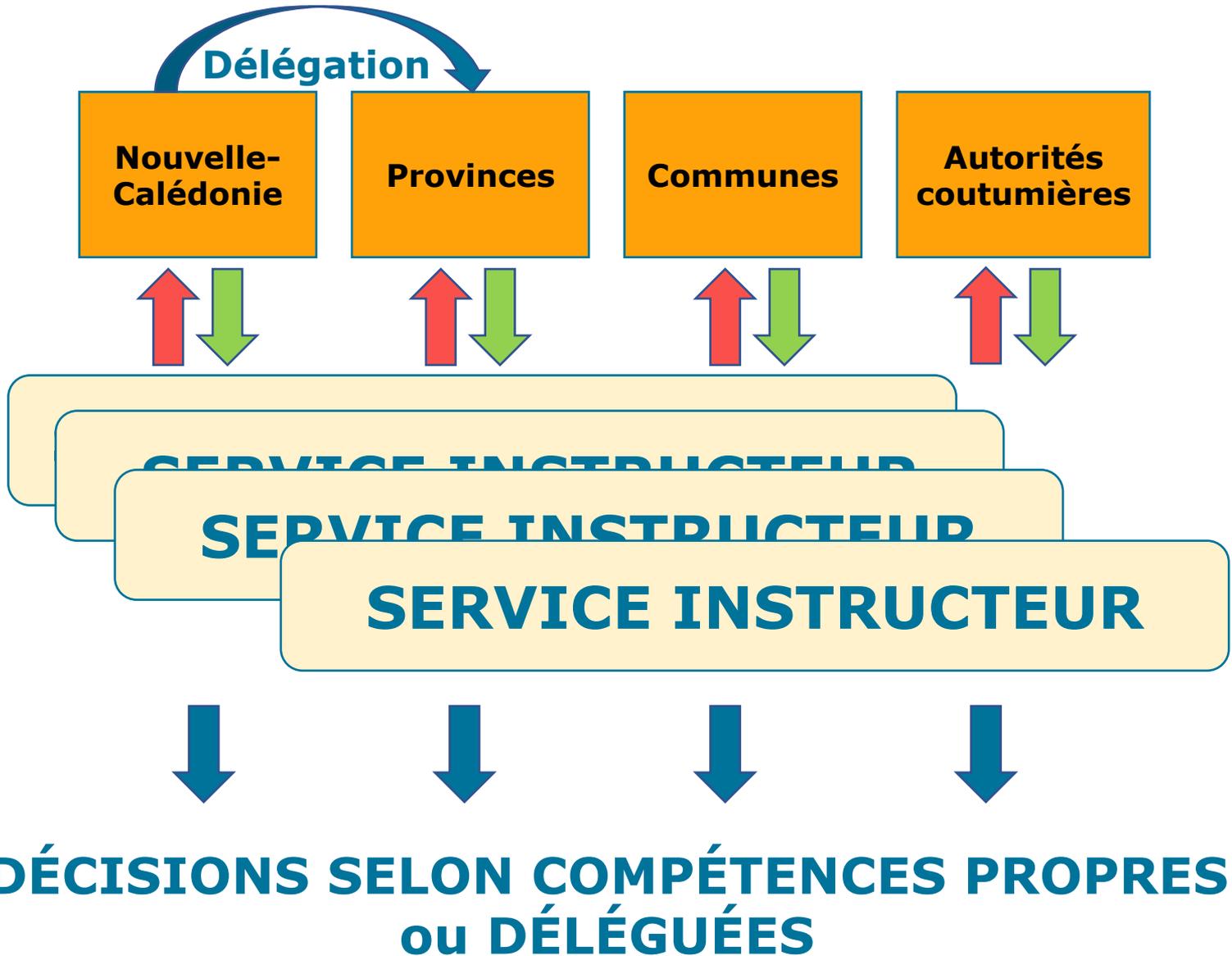


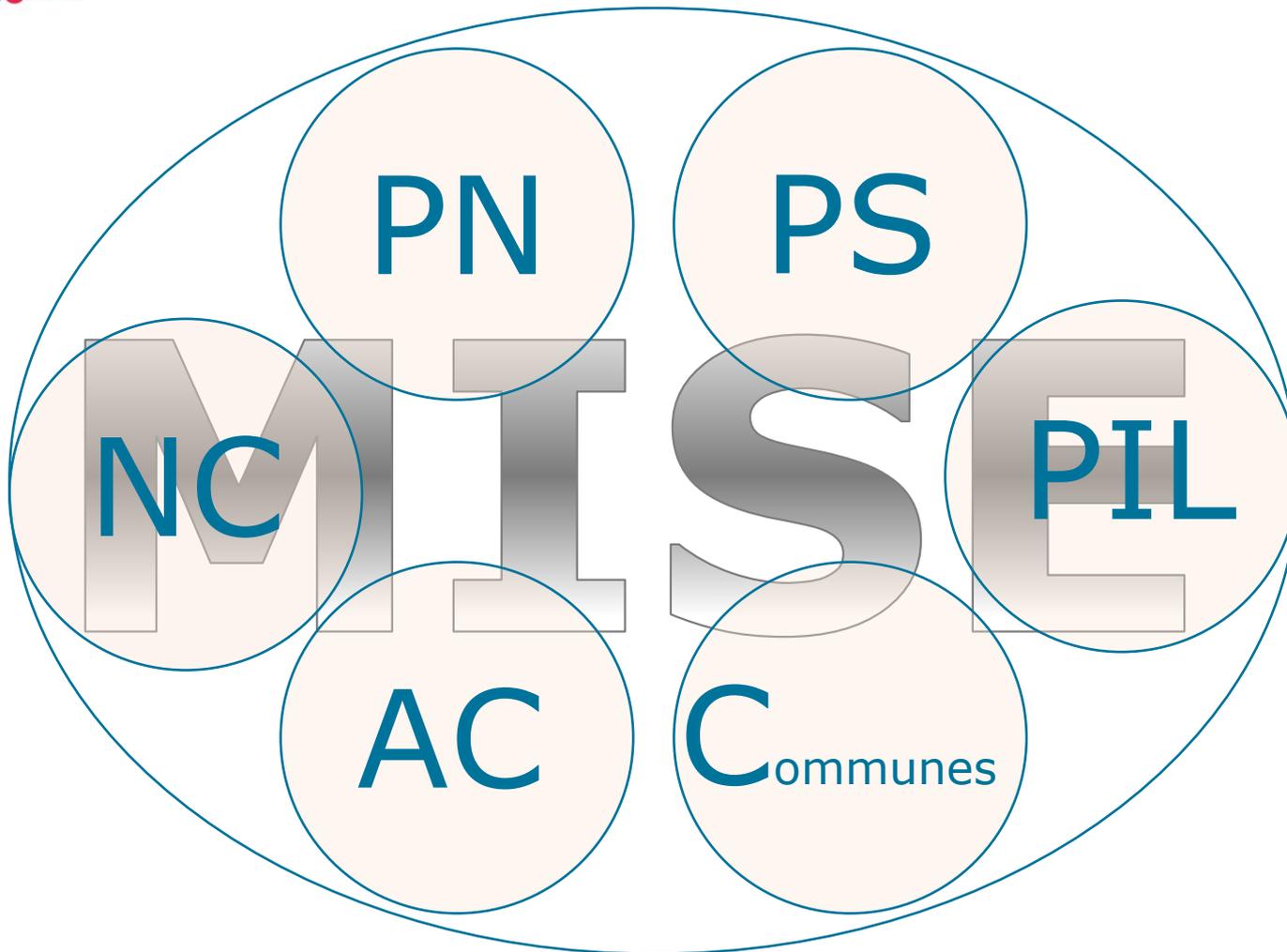
Vos réactions ?

LE
FORUM

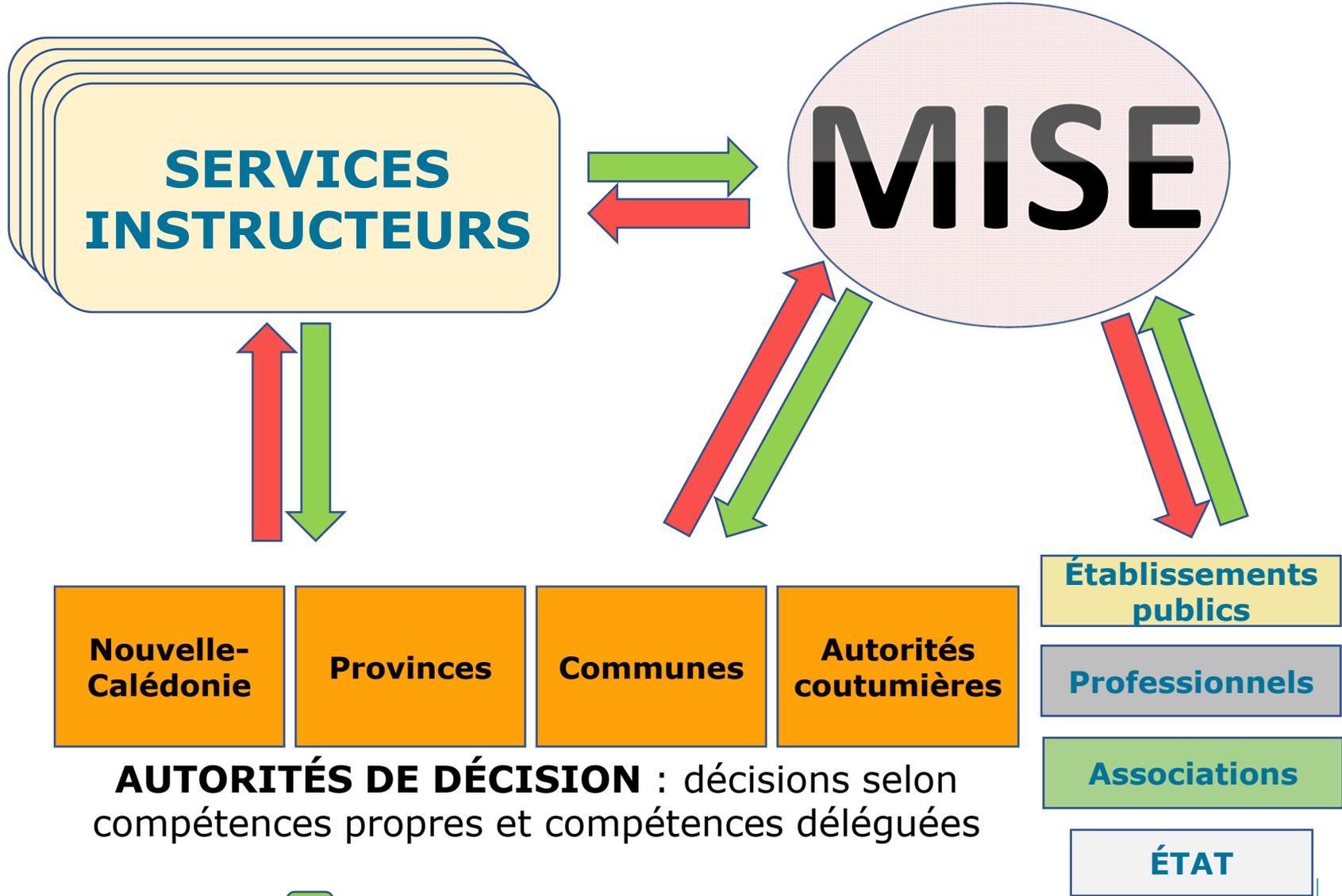


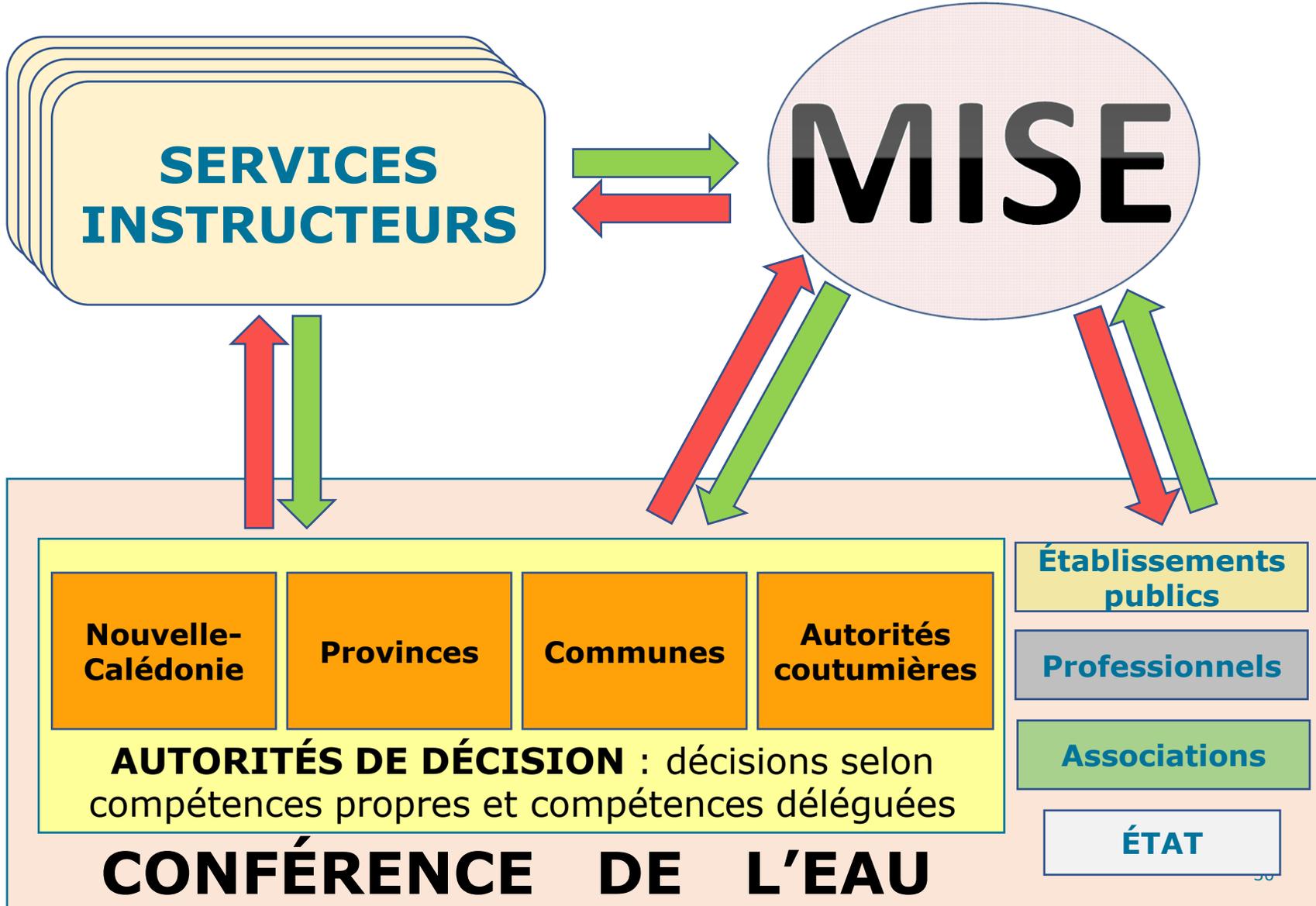
GOUVERNANCE DE
L'EAU
Hypothèses
de fonctionnement





**MISE = mission interservices de l'eau
= collégialité technique**





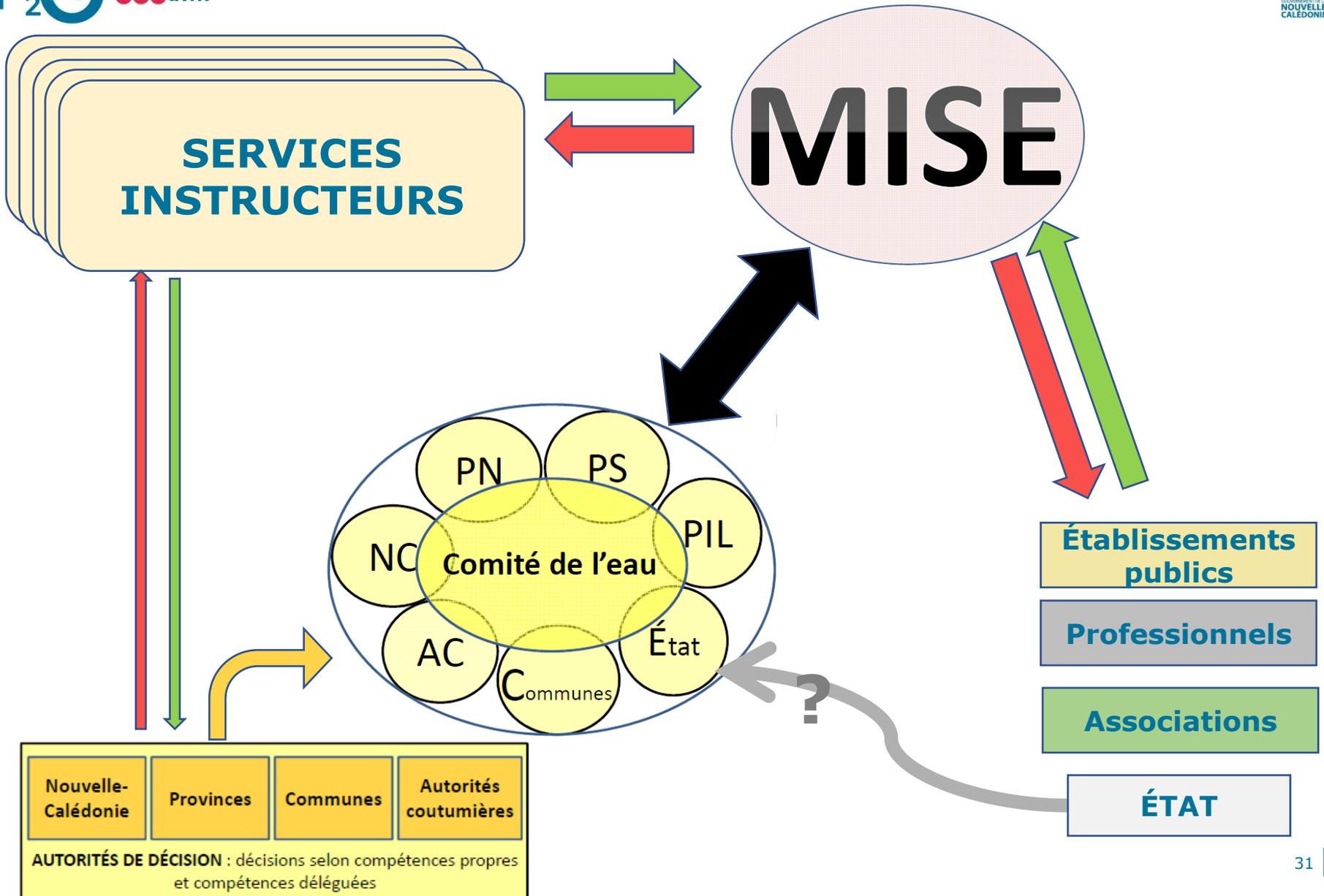
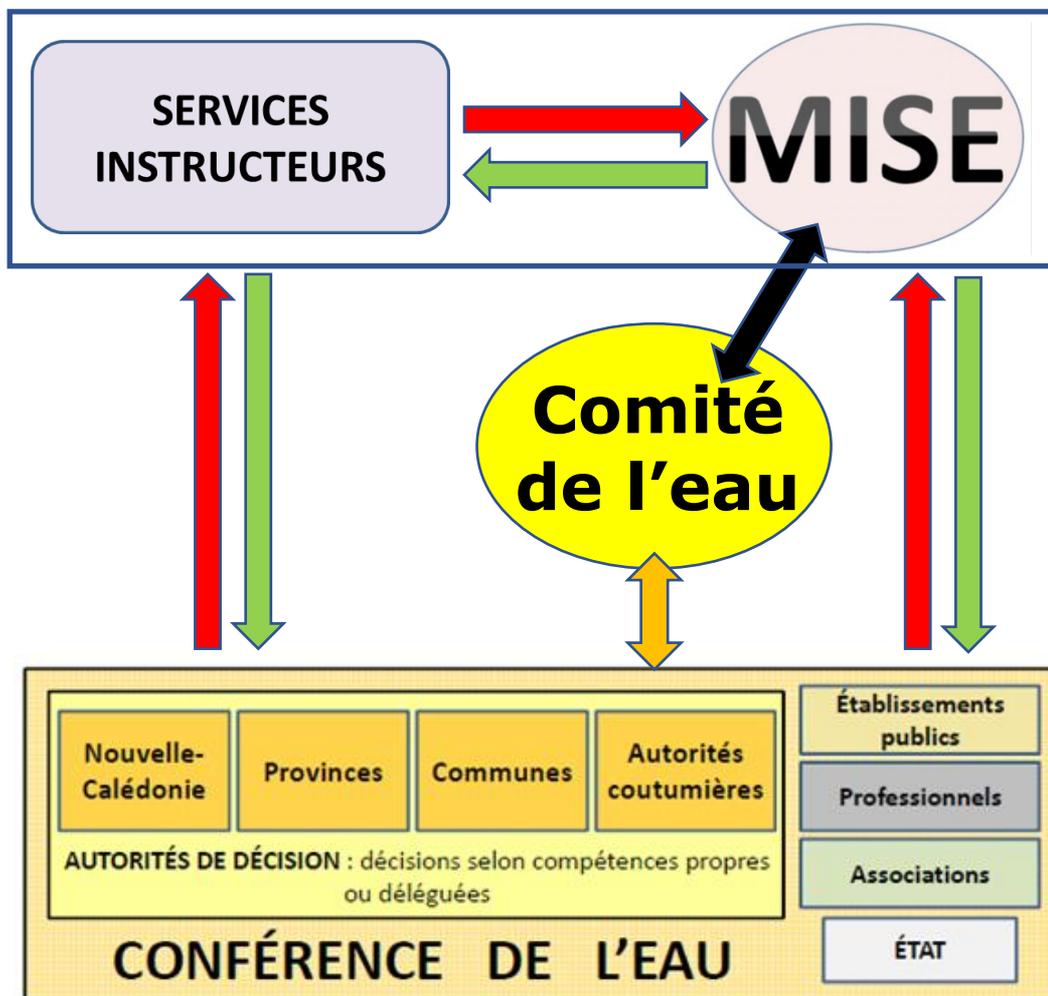


SCHÉMA GÉNÉRAL DE FONCTIONNEMENT



LE
FORUM

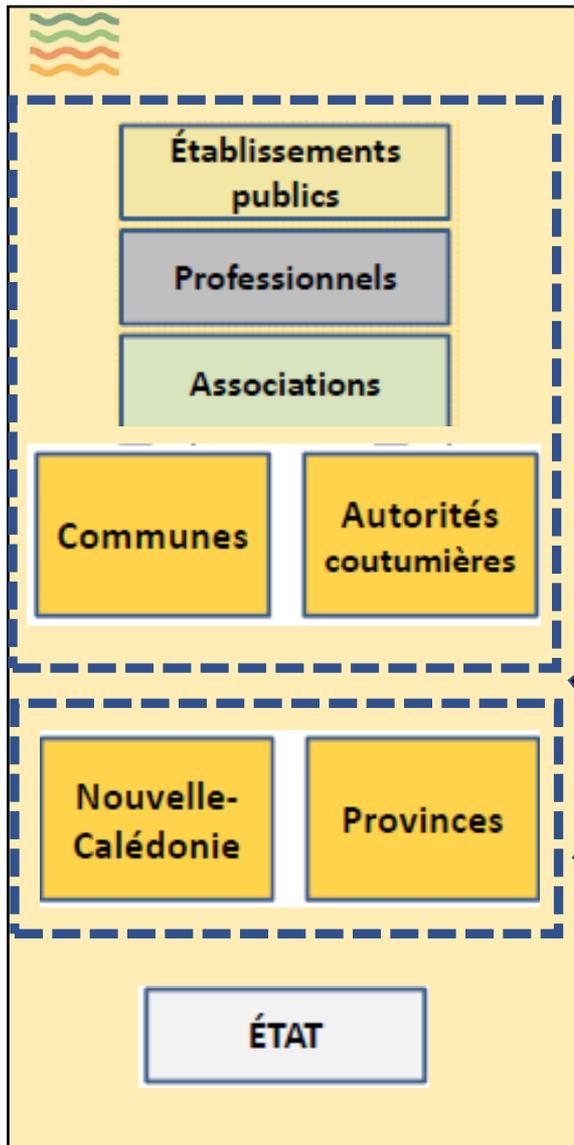


Vos réactions ?



GOUVERNANCE DE L'EAU

Autres hypothèses et
propositions
d'organisation



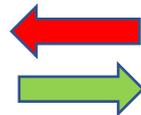
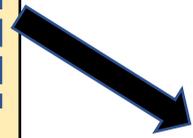
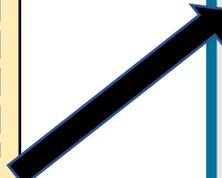
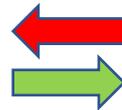
DIRECTION DE L'EAU

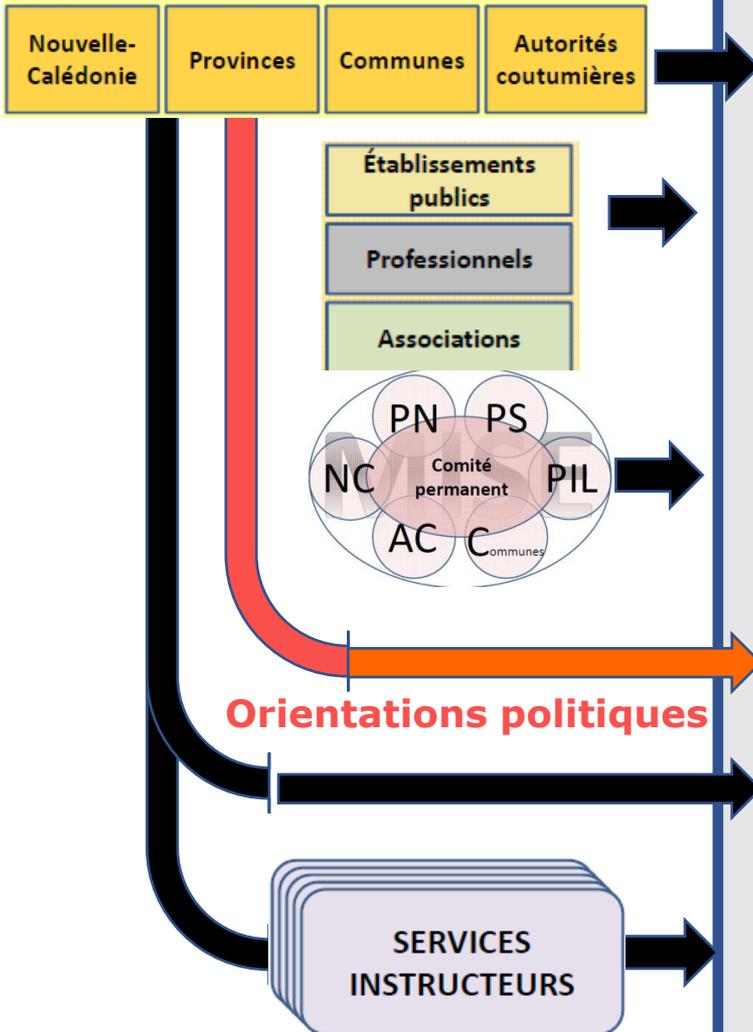
Sous l'autorité conjointe de la NC et des provinces

Missions : Instruction de tous dossiers liés à la gestion de l'eau (santé, DPF, travaux hydrauliques, prévention des risques...), mise en œuvre des accompagnements financiers

Ressources : participation des collectivités, redevances

Moyens humains : moyens des collectivités





ÉTABLISSEMENT PUBLIC

CONSEIL D'ADMINISTRATION
Nouvelle-Calédonie, Provinces,
Communes, Autorités coutumières
Socio-professionnels

Comité technique
Nouvelle-Calédonie, Provinces,
Communes, Autorités coutumières,
Socio-professionnels

Missions : Accompagnement financier
de la politique de l'eau

Ressources : participation des
collectivités, redevances

Moyens humains : moyens propres,
moyens des collectivités

LE
FORUM



Vos réactions ?

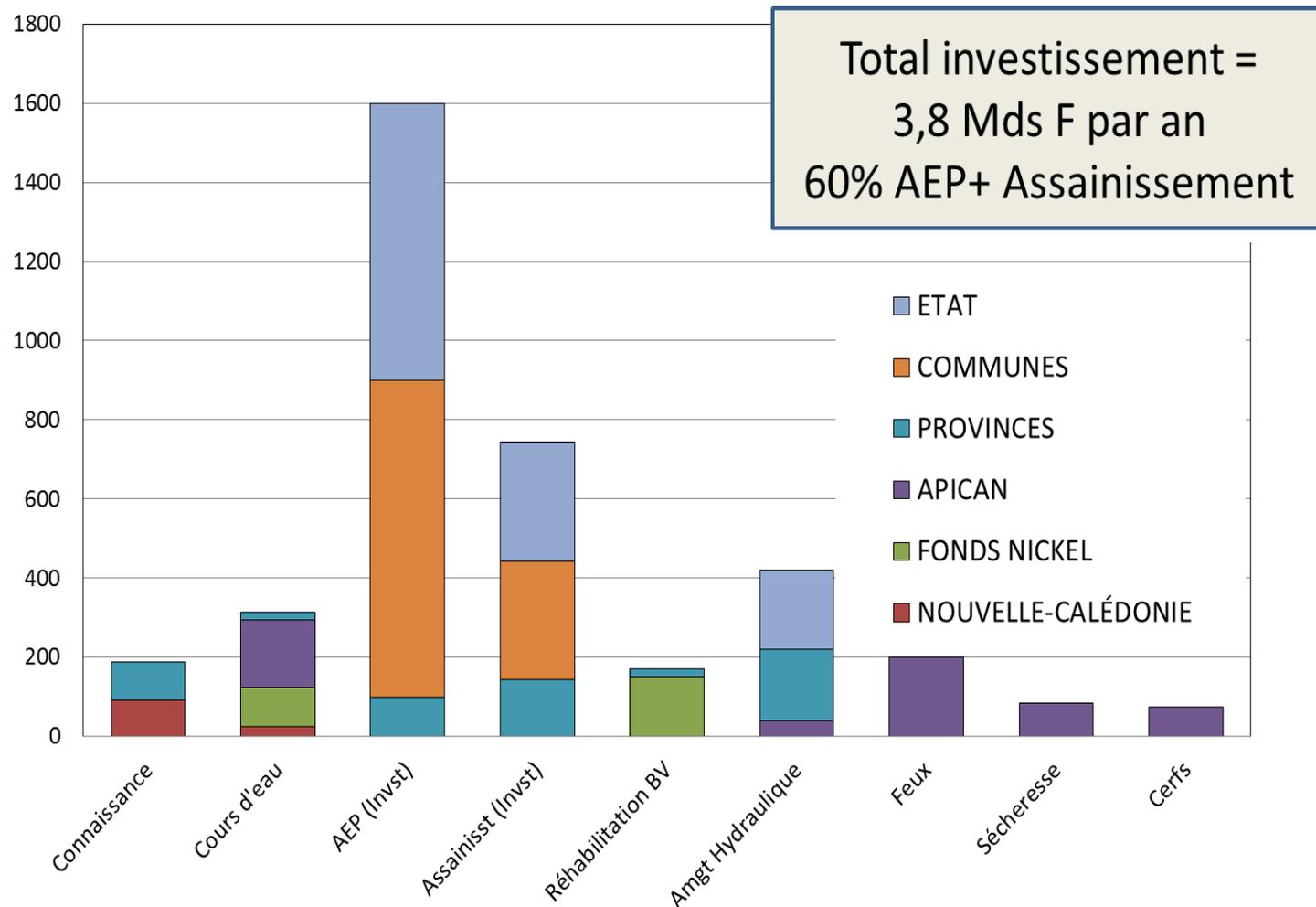


GOUVERNANCE DE L'EAU Financement



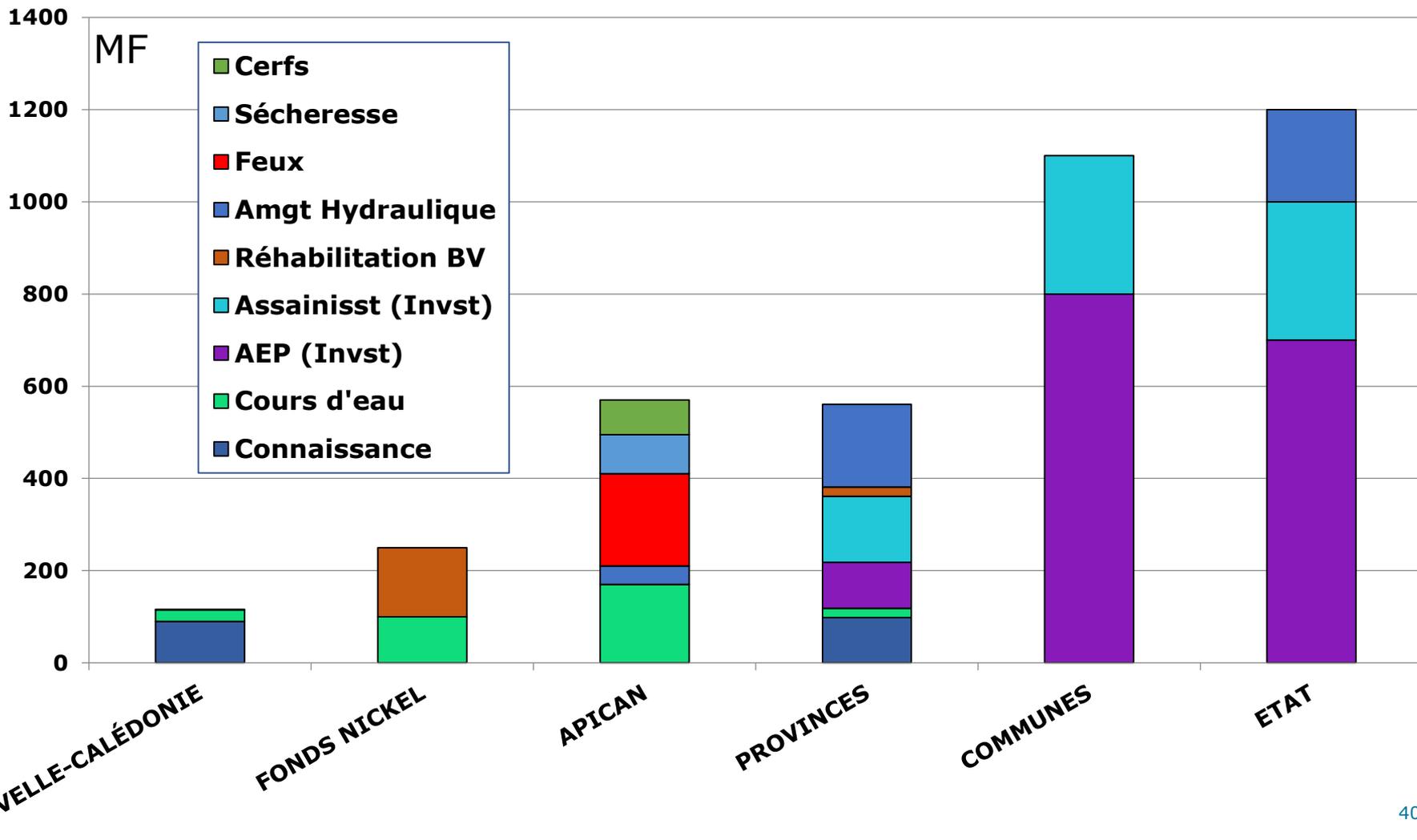
BUDGET DE L'EAU

Interventions financières par action (MF par an)





INTERVENTIONS PAR FINANCEUR (MF PAR AN)





FINANCEMENT DE LA POLITIQUE DE L'EAU

Estimation du budget global de l'eau pour la Nouvelle-Calédonie

Total Investissement = 3,8 Mds F/an
60% AEP+ Assainissement

Total Fonctionnement > 1,6 Mds F/an
65% AEP+ Assainissement

Avec estimation de la charge de personnel des collectivités

Total > 5,4 Mds F/an



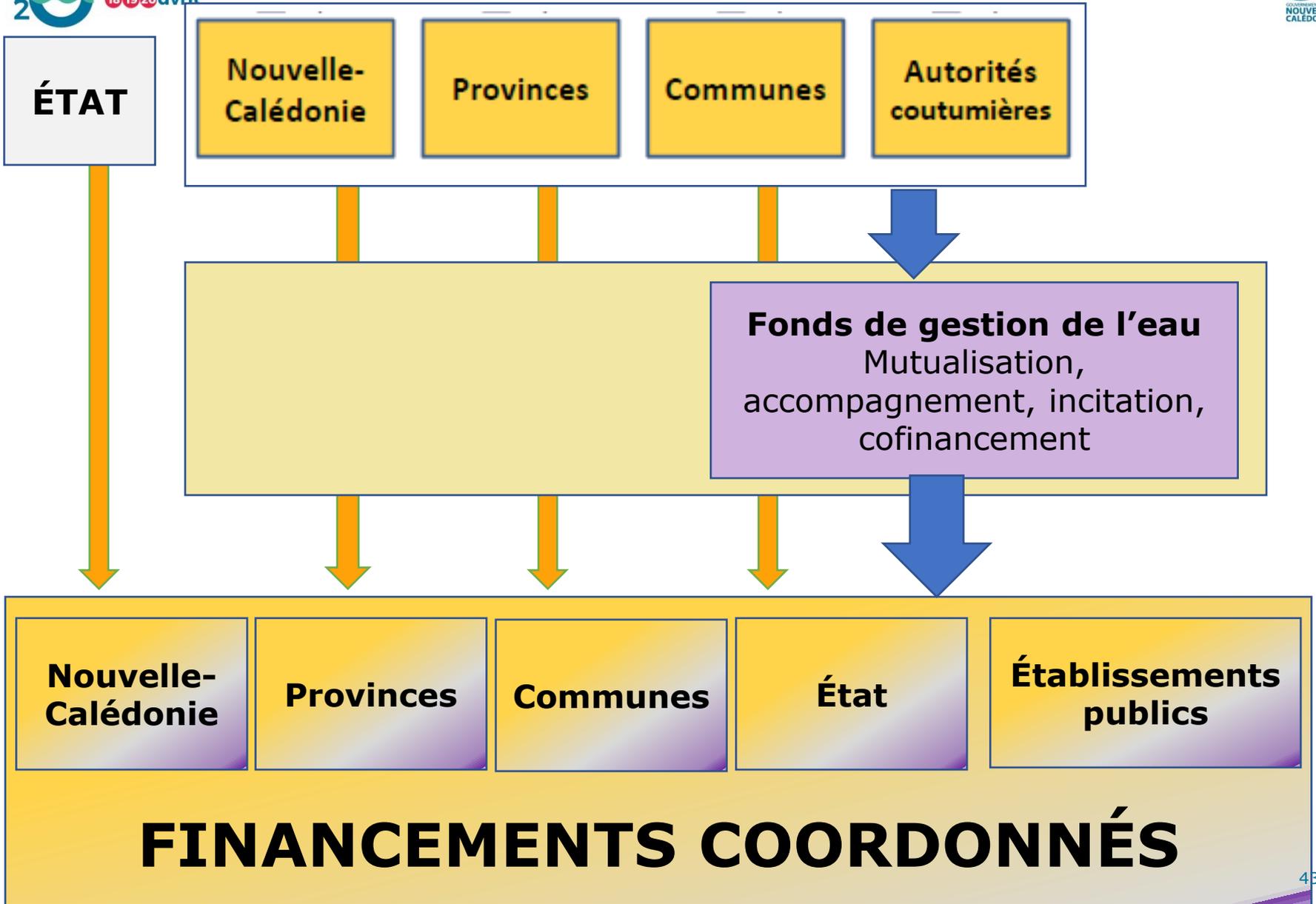
ÉTAT



Établissements publics

Politique de l'eau

**MOBILISATION DES FINANCEMENTS
CONFORMEMENT AUX ORIENTATIONS
Comment ?**





ÉTAT

AFD

**Union
européenne
(FED)**

Collectivités

**Redevances et
taxes affectées**

**APICAN
Agence rurale**

FONDS NICKEL

TARIFICATION

Fonds de gestion de l'eau
Mutualisation,
accompagnement,
incitation

LE
FORUM



Vos réactions ?